premiers et des plus tenaces à le dénoncer. Ce n'est pas nous qui avons changé !

Un autre devoir, qui nous incombe, à nous, combattants de l'esprit : maintenir sa lucidité.

Un hasard intelligent a fait que, ces derniers quinze jours, j'ai relu Commines dans un vieil exemplaire du XVI^e^ siècle que j'avais dans ma bibliothèque. J'ai admiré le calme, l'esprit de ferme objectivité qui s'efforce toujours « vers le plus près de la vérité », ainsi qu'il dit, chez ce bourgeois (ce petit seigneur) qui fut, toute sa vie, au service [étroit] et dans l'intimité des grands carnassiers de son temps et qui les juge exactement sans passion ni faiblesse. Ce n'est point peu, dans de tels temps. Et ce fut toujours une des formes — non pas la moindre — de l'héroïsme d'esprit en France. Nous n'avons qu'à nous en inspirer.

1^er^ octobre

Une date, une étape : l'accord germano-soviétique signé à Moscou le 28 septembre par Ribbentrop et Molotov. Texte d'un *réalisme* qui n'est pas inférieur à ceux par lesquels Frédéric, Catherine et Joseph II annoncèrent au monde les précédents partages de la Pologne : « Le gouvernement du Reich et le gouvernement de l'U.R.S.S., ayant réglé par l'arrangement signé aujourd'hui, définitivement, les questions qui découlent de la dissolution de l'État polonais et ayant ainsi créé une base sûre pour une paix durable en Europe orientale, expriment en commun l'opinion qu'il correspondrait aux véritables intérêts de toutes les nations de mettre fin à l'état de guerre qui existe entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part. »

L'U.R.S.S. et le Reich hitlérien s'engagent à se concerter au cas où l' « offensive de paix » allemande (appuyée par l'U.R.S.S.) ne réussirait pas : nouveau pas de l'U.R.S.S. dans la complicité à l'égard de l'agresseur. Après lui avoir ouvert la porte pour l'agression — pacte du 23 août —, Staline et Molotov l'aident à conserver le butin. Le gouvernement

soviétique, ayant reçu sa part, désormais consent à appuyer la paix de capitulation — qu'il avait toujours *stigmatisée* — et, d'accord avec la propagande du docteur Goebbels, rejette sur la France et l'Angleterre la responsabilité de la guerre : « Si, toutefois, les efforts des deux gouvernements restaient sans succès, le fait serait alors constaté que l'Angleterre et la France sont responsables de la continuation de la guerre. » Et, à la fin, menace et chantage : « Dans le cas de cette continuation, les gouvernements d'Allemagne et de l'U.R.S.S. se concerteraient réciproquement sur les mesures nécessaires. »

À cette déclaration sont annexés deux documents : un traité germano-soviétique de réglementation de frontière et d'amitié. J'y relève le préambule et les deux premiers articles (d'après le texte du D.N.B.[1], confirmé par l'agence Tass)[2].

Dans ce protocole, le réalisme de Staline, s'harmonisant à celui d'Hitler, fait fi de tous les prétextes raciaux ou idéologiques qui avaient été mentionnés précédemment de part et d'autre : national-socialisme et communisme national n'invoquent plus que des intérêts d'empire réciproques. « Bolchevisme » et « antibolchevisme » s'accordent pour dépecer l'ex-État polonais. Afférent au deuxième traité annexe, même si sa portée pratique immédiate n'est pas considérable, il constitue, au profit de Hitler, un atout moral d'une singulière importance : c'est un « grand programme économique germano-soviétique ». Molotov écrit à Ribbentrop pour lui confirmer que le gouvernement de l'U.R.S.S., « en vertu et dans le sens de l'entente politique générale réalisée entre nous, est disposé à développer par tous les moyens les relations économiques et l'échange des marchandises entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. ». Le protocole prévoit un échange de matières premières et de livraisons industrielles s'étendant sur une longue durée, de telle sorte que le commerce germano-soviétique « atteigne à nouveau, quant

1. Agence de presse allemande officielle.
2. Cf. *Le Populaire* du 30 septembre 1939 *(note de l'auteur)*.

au volume, la mesure maximale réalisée dans le passé ».

Les défenseurs entêtés de Staline vantent les opérations en insistant sur le fait qu'elles marqueront un agrandissement de l'aire du communisme, son entrée en Europe centrale. Mais quel régime les troupes soviétiques apportent-elles ? Celui qui règne actuellement dans le reste de la Russie. Ce ne sont pas des Républiques fédératives socialistes qui se trouvent créées ou agrandies, mais des annexes d'un pouvoir central, despotique et cruel.

Dans le fond, le rapprochement avec Berlin, décidé par Moscou, est une réaction de crainte de l'Allemagne. J'ai maintes fois observé, chez des dirigeants soviétiques, ces sentiments où entraient de l'admiration respectueuse et de la peur.

L'U.R.S.S., tenant compte de la faiblesse des démocraties à l'égard du III[e] Reich, depuis 1933 — de Munich, en dernier lieu —, a craint de se trouver jetée en pâture à l'Allemagne. Staline a vu dans le pacte avec Hitler un coup double : détourner de lui la guerre (qu'il craint parce qu'il connaît les faiblesses de son régime) et en tirer profit pour les « intérêts d'empire » de l'U.R.S.S.

Tout s'est-il déroulé comme Staline l'avait escompté ? Avait-il vraiment désiré (au moment où il déclenchait la guerre de Pologne) que celle-ci lui procurât une frontière commune avec son plus dangereux ennemi ?

En tout cas, allez expliquer de par le monde et justifier une telle politique au nom des intérêts universels et des principes humains du socialisme !

La politique actuelle du gouvernement soviétique est la révélation au grand jour, le signe visible d'une évolution qui se poursuit depuis des années et que je n'ai commencé de discerner, pour ma part, qu'après mon troisième voyage, en 1936. Il fallait être très averti pour la distinguer auparavant. Là est pourtant le drame de l'expérience soviétique, conduite par Staline. Peu à peu, sous l'influence de circonstances diverses, ethniques, économiques, sociales, la doctrine ne devient elle-même qu'un moyen au service de la

Raison d'État de ce régime : elle n'est plus qu'une couverture, un leurre. Des communistes étrangers, d'honnêtes militants, des intellectuels de bonne foi refusent, aujourd'hui encore, de le reconnaître. En ce moment, au cœur de cette guerre, en défendant et servant Moscou, ils ne servent ni leur pays (patriotisme jacobin, défense de la nation française menacée, dans son existence même, par les ambitions frénétiques de l'hitlérisme) ni les intérêts supranationaux du socialisme. Au reste, à mon sens, en servant le premier, on sert l'avenir des seconds.

4 octobre

Encore un voyage à Reims, à travers le long défilé des cimetières, des trous de mines, des paysages pelés et plus sinistres encore en cette grise matinée d'automne. Ici, le monument aux morts des chars, celui de l'infanterie, le cimetière des fusiliers marins; ici la fameuse mine qui engloutit toute une compagnie, là, un bataillon de territoriaux se fit tuer sur place.

Et voici, de nouveau, des armées sur ces landes affreuses, l'énorme machine de guerre se remue et s'apprête. Nous voilà, là, et, des occupants de cette voiture, je suis le seul qui n'ait pas fait *l'autre*... La voiture continue à traverser des kilomètres de ces paysages. Je me laisse aller, la tristesse est trop forte pour que je réagisse : sentiment de l'inutilité de tout cela, horreur des institutions et des passions qui, après un quart de siècle, vont renouveler, que dis-je, aggraver encore ces destructions, ces massacres.

7 octobre

Les grands thèmes de cet *Examen* devraient être : les valeurs morales ont été bafouées dans un mouvement qui, bien que « matérialiste », ne peut se passer de les maintenir et de les exalter. Tous ceux qui ont pris un contact direct et sérieux avec le marxisme savent que ce n'est point une

que je connaisse : il est très préoccupé par l'attitude du grand patronat, par son esprit de revanche, son égoïsme, son aveuglement. Il sortait d'un entretien avec L.R. et Fr.L.[1] Lui, qui n'est pas suspect de démagogie, me cite des exemples importants de contrats rompus, d'allocations et de forfaits non payés. « Il faut pourtant, dit-il, préparer dès maintenant l'après-guerre, par une politique sociale hardie. »

La lutte des classes n'est pas morte, et les forces mauvaises tournées vers leur appétit et la pérennité de leurs privilèges ne désarment pas. Je le sais, hélas ! et, en face de la crise du mouvement socialiste, c'est ce qui m'inquiète, me navre.

3 novembre

Voici un document important sur le « tournant soviétique », sans doute le plus important depuis le pacte du 23 août : le discours prononcé par Molotov, le 31 octobre, à la cinquième session extraordinaire du Soviet suprême de l'U.R.S.S. J'en ai sous les yeux plusieurs traductions tirées de journaux français, du *Times*, du *Journal de Genève*, qui se complètent et se recoupent. Bien qu'elles soient partielles, on y relève des passages très significatifs que le contexte ne saurait affaiblir.

La cinquième session du Soviet suprême a permis tout d'abord de consacrer l'annexion de la Pologne du Nord-Est et du Sud-Est, soit 196 000 km^2 et 12 800 000 habitants,

---

physiologie du travail et de la psychotechnique, directeur de la revue *le Travail humain* et secrétaire général de la Société française de biotypologie. Il fit partie du cabinet d'Yvon Delbos. Révoqué par Vichy, il animera, pendant la guerre, en Amérique du Nord, le mouvement « France Forever ».

1. Peut-être Louis Renault et François Lehideux, directeur général des usines Renault.

occupés par les troupes soviétiques à la suite de la « désagrégation de l'État polonais », sous les coups des divisions motorisées allemandes et de sauvages bombardements aériens. Dès le début de la séance, Andreev, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., invita les membres des deux assemblées qui composent le Soviet suprême (Soviet de l'union et Soviet des nationalités) à se lever en hommage à la mémoire des soldats soviétiques tombés « pour la libération de la Russie Blanche et de l'Ukraine occidentale ». Presque aussitôt sont introduits dans la salle les délégués des assemblées nationales de ces deux territoires. Le discours que Molotov prononça ensuite est un plaidoyer pour le « tournant » de la politique étrangère soviétique. Dans son ensemble, il n'apporte pas au Reich le concours armé que les menaces contenues dans la déclaration du 28 septembre pouvaient laisser craindre, pour le cas où l'offensive de paix hitlérienne serait repoussée (comme elle l'a été par les déclarations franco-anglaises du 12 octobre)[1]. Là où il était permis d'observer avec curiosité l'attitude du Kremlin, c'est-à-dire sur les origines immédiates de la guerre de 1939, Molotov déclare : « Il faut reconnaître que la grande guerre qui a éclaté en Europe a radicalement changé toute la situation internationale. Cette guerre, ayant commencé entre l'Allemagne et la Pologne, s'est transformée en guerre entre l'Allemagne d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre. Certaines vieilles formules sont manifestement périmées. Il faut s'en rendre compte afin d'éviter des erreurs grossières dans l'appréciation de la nouvelle situation politique en Europe. On sait, par exemple, qu'en ces derniers mois, des notions telles que " agression ", " agresseurs ", ont reçu un nouveau contenu concret. On conçoit aisément que nous ne puissions pas, aujourd'hui, nous servir de ces

1. « Pourquoi la guerre devrait-elle maintenant avoir lieu à l'ouest ? » déclara Hitler, devant le Reichstag, le 6 octobre 1939. Il se dit alors prêt à signer la paix avec la France et la Grande-Bretagne, à condition que des territoires en Afrique noire soient cédés au Reich. Daladier, le 10, puis Chamberlain, le 12, rejetèrent l'offre hitlérienne.

notions dans le même sens qu'il y a trois ou quatre mois, par exemple. » L'Allemagne est un État « qui aspire à voir la cessation la plus rapide de la guerre », alors que la France et l'Angleterre sont « contre la conclusion de la paix ». Les gouvernements de ces deux pays sont considérés par Molotov comme bellicistes, puisqu' « ils ne veulent pas cesser la guerre et rétablir la paix ». Ils cherchent une nouvelle justification pour continuer la guerre contre l'Allemagne.

Tel est l'essentiel de l'analyse de Molotov en ce qui concerne les responsabilités de la guerre de 1939. Molotov est le successeur de Litvinov, et rien ne serait plus choquant que de faire juger celui-ci par celui-là. Litvinov avait plus que quiconque travaillé à la rédaction des protocoles de Londres, des 3 et 4 juillet 1933 [1], qui prévoyaient comme cas d'agression :

1. Déclaration de guerre à un autre État.
2. Invasion par des forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre État.
3. Attaque par des forces aériennes, terrestres, navales, etc., même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre État.
4. Blocus naval des côtes ou des ports d'un autre État.
5. Appui donné sur son territoire à des bandes armées qui auront envahi le territoire d'un autre État.

La Convention de Londres (et, ici encore, les interventions de Litvinov avaient été décisives) précisait à son article 3 qu' « aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre ne pourra servir d'excuse ou de justifica-

1. Les 3-5 juillet 1933, trois conventions avaient été signées à Londres : un pacte régional entre l'U.R.S.S. et ses voisins, un deuxième entre l'U.R.S.S., la Turquie et la Petite Entente, et un dernier entre l'U.R.S.S. et la Lituanie. Ces trois textes étaient présentés comme un corollaire du pacte Briand-Kellogg en y apportant une interprétation plus précise de la définition de l'agresseur. Pour l'essentiel, les textes reprenaient celle que les Soviétiques avaient proposée à la Conférence de réduction des armements du 24 mai 1933. À la différence de certains pactes de non-agression passés en 1932, dont la durée était limitée à cinq ans, les conventions de Londres avaient un caractère perpétuel. Le texte du 4 juillet avait, par ailleurs, vocation à l'universalité en ouvrant la possibilité d'adhésion ultérieure de tout État.

tion à l'agression prévue dans la définition ». Les protocoles de Londres avaient été signés par l'U.R.S.S., la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Turquie, la Lettonie, l'Estonie, la Yougoslavie, la Perse et l'Afghanistan. En 1932, sur les mêmes bases, un traité de non-agression a été signé entre l'U.R.S.S. et la Finlande[1]. L'agression ne peut revêtir un aspect plus évident que l'invasion armée, invasion non provoquée, non précédée de déclaration de guerre. Néanmoins, dans son discours, Molotov n'a pas un mot pour réprouver l'agression du Reich hitlérien en Pologne : « Il convient, déclare-t-il à ce sujet, de signaler ces faits que sont la débâcle militaire de la Pologne et la désagrégation de l'État polonais. » En politique réaliste, il ne saurait parler d'agression, mais il se contente de « signaler des faits ».

Pour des raisons que la « collaboration », la complicité germano-soviétique explique assez, il est devenu incommode au Politburo de reconnaître le Reich hitlérien pour ce qu'il est, selon la définition établie par l'U.R.S.S. elle-même, en d'autres temps : l'agresseur. Alors, Molotov invoque ce qui restera sans doute un mot historique (à l'instar du « misérable chiffon de papier » de Bethmann-Hollweg)[2] : *le changement, en quelques mois, du contenu concret de la notion d'agression.*

Molotov avait, au premier rang des collaborateurs de Staline, dénoncé durant des années, avec violence, la barbarie hitlérienne, analysé l'hitlérisme sous ses aspects de régression culturelle, morale, sociale, comme l'expression du capitalisme le plus féroce, démasqué Hitler au service des grands féodaux de l'économie allemande. Je relève donc le passage où Molotov, dans son discours du 31 octobre 1939, reproche à la France et à l'Angleterre (qui ont, enfin, tiré le cran d'arrêt contre les entreprises d'Hitler comme le

1. Pacte de non-agression russo-finlandais signé le 21 janvier 1932 et protocole du 7 avril 1934 prorogeant le traité précédent jusqu'au 31 décembre 1945. L'U.R.S.S. dénoncera ce pacte le 28 novembre 1939.

2. Le 4 août 1914, le chancelier allemand Bethmann-Hollweg qualifia de « chiffon de papier » le protocole de Londres de 1831 garantissant la neutralité belge.

réclamaient les communistes depuis 1935) de faire à l'Allemagne une « guerre idéologique ». « Une guerre de ce genre, dit-il, ne saurait être justifiée en aucune façon. L'idéologie de l'hitlérisme peut être retenue ou rejetée, c'est une question d'opinion politique. Mais chacun comprendra qu'on ne saurait détruire une idéologie par la force. »

Voilà qui contredit brutalement toute la politique de « lutte contre la guerre et le fascisme hitlérien », l'une étant liée à l'autre, comme le démontraient avec persévérance les thèses de l'Internationale communiste et du P.C. de l'U.R.S.S.

Mais, ici encore, les « intérêts d'empire réciproques » du III[e] Reich et de la Russie stalinienne se trouvant, provisoirement peut-être, liés, Molotov considère que ce qui était noir est devenu blanc. La guerre actuelle n'est nullement une guerre de résistance contre un agresseur insatiable, qui ne vise à rien de moins qu'à l'hégémonie mondiale. Molotov abandonne entièrement les positions prises par la diplomatie soviétique durant des années, en face de l'agression. N'est-il pas clair que le but de la guerre actuelle n'est pas celui qu'on avance[1] ? « Le motif réel de la guerre anglo-française contre l'Allemagne, ce n'est pas que l'Angleterre et la France aient juré de rétablir l'ancienne Pologne ni qu'elles aient pris sur elles de lutter pour la démocratie. Il y a d'autres motifs plus réels pour cette lutte contre l'Allemagne. Les motifs ne sont pas du domaine d'une idéologie quelconque, mais bien de la sphère de leurs intérêts essentiellement matériels de grandes puissances coloniales. »

Aussi, après avoir accusé la France et l'Angleterre de mener une guerre idéologique, Molotov dénonce en elles la *seule* [2] préoccupation d'intérêts impérialistes lorsqu'elles refusent de laisser sanctionner l'écrasement des petites nations et défendent, devant l'ambition hitlérienne d'hégémonie, leur propre indépendance nationale. Car Molotov

1. La lutte pour la démocratie *(note de l'auteur)*.

2. Je souligne le mot *seule ;* aujourd'hui comme hier, je ne sous-estime pas l'action puissante des intérêts impérialistes dans la politique mondiale. Mais aujourd'hui

oublié de dire (est-ce parce qu'il l'avait lui-même si souvent répété avant le 23 août ?) que l'hitlérisme menace dans leur existence même toutes les nations, les petites et les grandes.

J'aimerais encore, si je disposais du temps nécessaire, analyser d'autres passages du discours de Molotov : celui où il explique que, en envahissant la Pologne, l'U.R.S.S. n'a voulu que demeurer fidèle à ses engagements de neutralité, ou encore celui où il argue que les traités imposés aux pays baltes et qui les transforment en colonies de l'U.R.S.S. n'ont été conçus par celle-ci que comme une preuve de l'amitié qu'elle leur porte. Le discours tout entier marque une indifférence totale aux faits les moins contestables (comme l'agression de l'Allemagne contre la Pologne) et utilise des phrases anticapitalistes et anti-impérialistes, cadavres d'idées, pour revêtir et masquer les décisions prises au nom de la Raison d'État et des intérêts d'empire de l'U.R.S.S., pour masquer aussi le retournement brutal, le reniement de la politique de « lutte contre la guerre et le fascisme » devenue, depuis que le pacte du 23 août a déchaîné la guerre et lié (provisoirement peut-être, mais cependant *lié*) l'U.R.S.S. au Reich hitlérien, une politique d'utilisation de la guerre et de collusion avec le fascisme.

Rarement on avait poussé aussi loin l'opportunisme politique pour qui les idées générales, les valeurs, les principes ne sont que des instruments au service des intérêts d'un État, et variables comme eux. Ce discours me paraît être un chef-d'œuvre du genre. Molotov, en ce sens, n'a rien à envier à Frédéric II.

Les actes de l'U.R.S.S., depuis le pacte du 23 août, me paraissent confirmer l'évolution de ce pays vers un État

---

comme hier, je vois aussi que la lutte contre l'hitlérisme n'est pas *seulement*, de la part des démocraties occidentales, une lutte « capitaliste » ; des valeurs politiques et morales, un « héritage culturel » sont en jeu, que l'U.R.S.S. a cru bon, durant des années, d'exalter et de défendre.

Sur ce point encore, ce n'est pas nous qui varions, ce sont les mots d'ordre du Kremlin *(note de l'auteur)*.

national panrusse. Les valeurs universelles révolutionnaires ne valent plus un kopeck pour ses dirigeants. Sinon, en admettant même (ce qui est à voir) que sa collusion avec le Reich hitlérien ne soit qu'un « moyen », comment les bafouerait-il de la sorte ? Je crois, pour ma part, que nous sommes en présence d'une Raison d'État, d'un Empire russe qui juge (c'est son droit en tant qu'*empire*, bien que le calcul me paraisse, même de ce point de vue, erroné) que l'impérialisme anglais est pour lui au moins aussi dangereux que le III[e] Reich. D'où cette politique d'attente qui cherche à fortifier le camp présumé par Staline le plus faible, afin de faire durer le conflit et d'en tirer profit.

J'ai relu la déclaration Ribbentrop-Molotov du 28 août, le discours Molotov du 31 octobre. Pour qui veut réfléchir et juger sans parti pris (et je n'avais, moi, qu'un préjugé sympathique à l'U.R.S.S.), il est clair que les dirigeants soviétiques ont cessé d'être des hommes pour qui comptent, au premier chef, les valeurs humaines du socialisme. Or, sans valeurs humaines, le socialisme perd sang et chair. Depuis des années, sans doute, l'U.R.S.S. était devenue un État où comptait avant tout la Raison d'État russe. Sinon sont incompréhensibles les méthodes de Staline, le mépris où il a tenu les partis communistes étrangers et même les partis les plus à sa dévotion, comme le parti français. Car c'était les mépriser, comme il l'a fait par exemple en 1935 (pacte Laval-Staline), en août 1939 (pacte germano-soviétique), que de placer les communistes français devant des faits accomplis, des tournants, qui les obligeaient, après coup, aux plus difficiles « justifications ».

Cette évolution vers un communisme-national a, sans doute, des racines profondes dans les thèses de Staline sur « le socialisme dans un seul pays ». Elle était déjà significative en 1935 (tournant vers la défense nationale et le patriotisme), visible dans l'idéologie de la *rodina* [1], si vigou-

1. La patrie, *rodina*, est devenue, à partir de 1934, un thème de propagande. L'exaltation du patrimoine russe a remplacé l'antitsarisme de l'école historique marxiste de Pokrovski et l'anticolonialisme des historiens soviétiques non russes. Les

reusement propagée à partir de ce moment, au détriment de la solidarité internationale des travailleurs.

J'ai cherché, moi-même, aussi longtemps que possible, à *justifier* ces tournants en leur attribuant, comme cause profonde et secrète, le service d'un idéal de portée universelle. J'ai expérimenté, ressenti longtemps les mécanismes psychologiques et moraux de la justification : j'en parle donc, hélas en connaissance de cause.

Je considère que j'ai fait erreur : mon erreur a été celle que commettent encore aujourd'hui ceux qui acceptent tous les actes de Staline (guidés par les intérêts particuliers de la Russie), sous prétexte que l'U.R.S.S. est le « bastion du socialisme mondial ».

Il faut appréhender le système et l'analyser :

1. Il a constitué, aux mains des dirigeants soviétiques, un moyen de pression pour plier à leurs mots d'ordre les partis communistes et les intellectuels étrangers, devenus des pions au service de la Russie sur l'échiquier mondial. Staline les a, à chaque occasion, sacrifiés au gré de ses tournants. Il est clair que le pacte du 23 août et ses suites ont été un coup meurtrier pour le parti communiste français.

2. D'un État tel que l'U.R.S.S. actuelle, placée sur la pente où elle évolue, il est impossible que rayonne un mouvement de valeur mondiale, portant en lui les espoirs du socialisme marxiste, l'émancipation et la dignité de l'individu.

Le moment crucial, pour l'esprit envoûté, *perinde ac cadaver*, est celui où il constate qu'il lui est désormais impossible de confondre le destin de la Russie soviétique, sa tortueuse politique, avec l'avenir du progrès social, de la liberté et de la dignité humaine. Il demeurera envoûté tant qu'il sera persuadé que le chemin du progrès social passe par les intérêts temporels de l'U.R.S.S.

---

héros de la Sainte Russie sont célébrés au cinéma (*Pierre le Grand*, de Petrov, 1937; *Alexandre Nevski*, d'Eisenstein, 1938 ; *Minine et Pojarski*, de Poudovkine, 1939), dans la littérature (*Pierre le Grand*, d'Alexis Tolstoï) et par des commémorations (Souvarov et Koutouzov, lors du cent vingt-cinquième anniversaire de Borodino).

L'État soviétique a, dans son passé, amorcé de nombreuses expériences, dans des domaines particuliers de pédagogie, de technique, des institutions dont l'intérêt m'a frappé. Je continue de les juger telles. Il a bénéficié de l'admirable qualité humaine de tant de ceux qui l'ont servi, de l'enthousiasme, du dévouement et de l'ardeur qui sont des traits de caractère chez beaucoup de Russes et que le tsarisme était incapable de capter.

Mais ce n'est pas impunément qu'on étouffe durant des années, d'une manière de plus en plus stricte, toute liberté de pensée, de critique. La Constitution de 1936 est, en fait, privée de tout caractère démocratique, puisque le candidat à la députation au Soviet suprême ne peut être désigné que par le parti communiste ou par des organisations qui en sont l'émanation. Après avoir admis la lutte électorale entre plusieurs candidats ainsi choisis, le Politburo est revenu sur cette clause, et une seule candidature est admise pour chaque siège à pourvoir. L'État soviétique est devenu un immense appareil de dictature, dont la structure et les buts ne servent pas la libération humaine, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

Trouve-t-on trace, dans les manifestations du réalisme soviétique, de la sève nourricière qui circule dans Marx et Engels ? Sous la phraséologie, où trouve-t-on la moindre trace dans le discours prononcé par Molotov, le 31 octobre ?

6 novembre

Les défenseurs tenaces de Staline contestent encore qu'il y ait « collusion » germano-soviétique.

Cependant les faits, en sens contraire, s'accumulent.

Dans l'affaire du blocus, on relève de nouveau la bienveillance du Kremlin pour les thèses hitlériennes. L'Angleterre, par ses notes des 6 et 11 septembre, avait dressé la liste des marchandises considérées par elle comme contrebande de guerre et défini les modalités de visite des bateaux neutres dans des ports spécialement désignés.

L'U.R.S.S. a donc autorisé les Allemands à utiliser un port soviétique pour accomplir une opération de guerre : y garer pendant quelques jours une proie. Tout vient de se passer comme si Mourmansk était une base navale allemande. Et, ce n'est pas la faute de Molotov si, avant-hier (4 novembre), l'amirauté norvégienne a fait, à Haugesund, interner, selon la loi internationale, l'équipage de prise et libérer le navire sous pavillon américain.

13 novembre

Le 9 novembre, dans la région parisienne, le 11 novembre, dans tout le Nord-Est (près de nous, la R.R. n° 9 vient de ramasser, autour de Laon, plusieurs centaines de ces tracts), les avions à croix gammée du docteur Goebbels jettent sur la France, en guise de propagande, des extraits du récent discours de Molotov.

14 novembre

Je viens de relire, lentement, *le Prince,* que je m'étais fait envoyer dans la traduction Colonna d'Istria.

Machiavel, dans notre période de grands États totalitaires, prend une singulière actualité et son œuvre acquiert comme de nouvelles résonances.

Je retiens d'abord le jugement de Machiavel sur les sociétés humaines : il n'y voit jamais une communauté, mais seulement un troupeau assez méprisable (encore que le mépris n'ait, lui-même, pour Machiavel, qu'une valeur relative à son utilisation) : « Les hommes sont en général ingrats, changeants, dissimulés, prêts à esquiver le danger et avides de gain... » Aussi vaut-il mieux, pour le Prince, être redouté qu'aimé : « L'amour est maintenu par un lien de reconnaissance que la bassesse humaine brise toutes les fois que l'intérêt personnel est en jeu, mais la crainte est maintenue par l'idée d'un châtiment qui ne disparaît jamais. » Ce troupeau est dirigé et utilisé au mieux des

intérêts du Prince. Toute conduite à son égard est jugée au nom de la conquête ou du maintien et du renforcement de son Pouvoir : critère suprême de tout jugement, de toute valeur.

S'il fallait réduire à l'essentiel la politique du Prince, on la définirait comme un système de jugements et d'actions relatifs à une fin unique (conquête, s'il s'agit d'un État nouveau, maintien et renforcement du pouvoir, s'il s'agit d'un État déjà constitué), donc relatifs à un individu, le Prince.

Cruauté ou clémence, pitié, humanité, fidélité aux engagements, générosité, religion ne doivent être pratiquées par le Prince que dans la mesure où elles servent sa Raison d'État : « un Prince qui veut se maintenir doit apprendre à pouvoir être malhonnête et à l'être ou ne pas l'être suivant les circonstances ». Les vices ne sont à éviter que dans la mesure où ils font perdre le pouvoir : il est dangereux pour un Prince d'être odieux ou méprisé. Il se gardera donc d' « être considéré comme changeant, léger, efféminé, pusillanime, irrésolu ».

Aucune vertu n'a de valeur substantielle. Il s'agit donc de les simuler, pour retirer les avantages du crédit qu'elles procurent et, parmi elles, la religion est d'un rendement incomparable (à ce sujet, l'interprétation de la politique de Ferdinand d'Aragon et sa croisade contre les Infidèles « en se servant de la religion » est remarquable).

Toute légalité, tout engagement sont, eux aussi, relatifs à la Raison d'État. La loi, reconnaît Machiavel, est le fait de l'homme. Mais pour réussir, le Prince a besoin des armes de la violence qui caractérise l'animal. Il faudra donc qu'il sache jouer le rôle de la bête et celui de l'homme — qu'il soit renard pour reconnaître les filets et lion pour épouvanter les loups. « [...] Un Prince prudent ne peut ni ne doit être fidèle à ses engagements quand cette fidélité se tourne contre lui et que les motifs qui l'ont déterminé à prendre ces engagements ont disparu. » Mais, étant renard, il lui sera « indispensable de savoir bien déguiser ce caractère,

d'être un grand simulateur et un grand dissimulateur ».

J'admire l'endroit où Machiavel, commentant la vie de Marc Aurèle, indique que la vertu, lorsqu'elle atteint un certain degré, la vertu réelle et non simulée, rend vénérable aux yeux des soldats et du peuple, et sert le pouvoir du Prince.

On sait que Machiavel n'est pas loin d'interpréter la sagesse de l'empereur philosophe comme une suprême habileté qui lui a permis de paraître vénérable, de « vivre et mourir très honoré ».

Dans ce réalisme, aucune vertu n'a de valeur absolue, la fin omniprésente, unique, est le pouvoir d'un Individu incarnant la Raison d'État. On ne peut, certes, demander aux Politiques quels qu'ils soient, de la pureté dans tous leurs actes et une discipline digne d'un sage spinoziste. Mais la totale relativité des moyens aux fins ne peut exister que là où la fin elle-même est étrangère à toute morale humaine. Machiavel ne se préoccupe en rien de la réalisation d'une communauté où la dignité et l'élévation de chaque individu soient une valeur. Aussi n'y a-t-il aucune base possible, chez lui, pour un choix des moyens : la dignité, la vie même de chaque individu peuvent lui être à chaque instant sacrifiées, si c'est l'intérêt du Prince.

Descartes [1], dans ses lettres à la princesse Palatine [2] qui lui avait demandé son sentiment sur *le Prince*, montre, comme toujours, un jugement prudent, mais a cependant critiqué vivement quelques-uns des préceptes très tyranniques de Machiavel.

Descartes désapprouve les fameux conseils sur l'utile déloyauté, l'utile méchanceté, donnés au Prince : « Je désapprouve la maxime du chapitre XII que le monde étant fort corrompu il est impossible qu'on ne se ruine si l'on veut être toujours homme de bien et qu'un Prince, pour se maintenir, doit apprendre à être méchant lorsque l'occasion le requiert

1. G.F., « Descartes, prince des temps modernes », in *Europe*, n° 175, juillet 1937, pp. 297-311.

2. Septembre-octobre 1646 *(note de l'auteur)*.

[...]. Mais pensant qu'un homme de bien est celui qui fait tout ce que lui dicte la vraie raison, il est certain que le meilleur est de tâcher de l'être toujours. »

Le Politique doit toujours essayer d'être homme de bien : le bien n'est pas pour lui relatif. Même si, obligé par la force majeure de l'action, il s'en écartait, il ne la perdrait pas de vue.

Descartes lui-même ne demande au Prince qu'à essayer d'être toujours homme de bien. Le Politique réel, tel qu'il existe, non tel qu'il est souhaité sur le papier, ne peut être un Sage. Mais il peut essayer de suivre la sagesse, c'est-à-dire de garder constant à l'esprit un grand idéal, une grande pensée qui élève et anoblit l'action, la polarise (Solon, Marc Aurèle, Robespierre). Les moyens valent ce que vaut la fin. Si la fin est humaine, il ne peut y avoir totale indifférence aux moyens, car l'homme, pénétré d'une noble idée, essaie de s'en écarter, dans l'action même, le moins possible.

Je laisse ici de côté le machiavélisme d'Hitler qui ne s'est jamais caché d'avoir *le Prince* comme un de ses livres de chevet.

Est-ce que le réalisme de Staline n'a pas certaines accointances machiavéliques ? Est-ce que la totale indifférence aux principes, aux moyens, à la vie humaine (campagne de Finlande)[1] peut s'accommoder d'une fin humaine, comme l'est, incontestablement, celle du communisme conçu par Marx et Engels, de la société sans classes ? Si Staline était vraiment un humaniste, aurait-il pu employer ce système de moyens qui, surtout depuis 1936, lentement se révèle à nous et a son paroxysme dans le déchaînement de la guerre et l'agression contre la Finlande ?

Je cherche à comprendre cette énigme. La lecture de Machiavel apporte, ce me semble, quelques lueurs, quelques points de comparaison.

Je vois comme schéma de l'évolution qui a conduit les

1. La guerre de Finlande éclatera le 30 novembre 1939. Cet anachronisme, répété plus bas, suppose soit une réécriture partielle de ce feuillet, soit une erreur de datation — novembre au lieu de décembre.

dirigeants soviétiques à leur actuelle forme de réalisme, à leur Raison d'État :

— « La construction du socialisme dans un seul pays » est possible. Il faut éliminer progressivement toutes les tendances d'opposition, supprimer physiquement les opposants chaque fois qu'on le juge utile.

— Il faut renforcer au maximum la puissance de l'État qui construit le socialisme. Constitution d'un appareil bureaucratique de plus en plus centralisé, dur et autoritaire. Apparition de la propagande pour la patrie soviétique, déclin des sentiments de solidarité mondiale des ouvriers et paysans.

— Tout ce qui sert l'État soviétique sert la Révolution mondiale. L'internationalisme passe par les intérêts de cet État, par cette Raison d'État que ne peut balancer aucune considération d'aucune sorte : alliances, soucis humanitaires, loyauté, cohérence de la politique ou des principes, objectivité des faits, progrès du mouvement communiste à l'étranger[1].

À travers cette évolution, vers une doctrine politique qui n'est pas sans analogie avec celle du *Prince,* les hommes d'État staliniens perdent tout le respect de l'homme qui forme le cœur du socialisme français et allemand : respect des forces profondes, des richesses que le socialisme se propose de délivrer, respect de la dignité fondamentale que le socialisme se propose de réaliser en acte dans des groupes humains rationnellement organisés.

Les dirigeants soviétiques, depuis le 23 août — pour ne pas remonter au-delà —, traduisent dans leur politique un mépris foncier de l'homme et, peut-être avant tout autre, des hommes qui les suivent et les servent.

15 novembre

Un bourg du Nord-Est, dans les plaines qui s'étendent jusqu'à la frontière belge. De la fenêtre, on voit les attelages

1. Considéré en soi, indépendamment de la Raison d'État, mouvante et contradictoire, des dirigeants staliniens *(note de l'auteur).*